

# Y a-t-il trop de compagnies théâtrales pour les fonds disponibles ?

## Les Entrées libres de *Jeu*

Michel Vaïs

Numéro 122 (1), 2007

Théâtre et argent

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/16396ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vaïs, M. (2007). Y a-t-il trop de compagnies théâtrales pour les fonds disponibles ? Les Entrées libres de *Jeu. Jeu*, (122), 97–114.

## Les Entrées libres de *Jeu* Y a-t-il trop de compagnies théâtrales pour les fonds disponibles ?

**L**e 13 novembre 2006, au Théâtre La Chapelle, à Montréal, une quarantaine de personnes étaient au rendez-vous pour célébrer la 50<sup>e</sup> Entrée libre de *Jeu*, sur un sujet explosif comme nous les aimons ! Le débat a réuni David Lavoie, du Théâtre de la Pire Espèce et de la Carte Premières, Pierre MacDuff, de la compagnie les Deux Mondes, et Richard Simas, du Théâtre la Chapelle.

À la question polémique de savoir s'il y a trop de compagnies théâtrales, on entend souvent répondre qu'il n'y a jamais assez de théâtre ni assez de culture, ou encore qu'on n'arrive plus à suivre tout le théâtre qui se fait à Montréal. C'est pourtant mal poser la question que de la formuler ainsi. Dans la mesure où les subventions accordées au théâtre par les différents paliers de gouvernement sont limitées – ce que l'on peut d'ailleurs déplorer –, la question tiroir que nous posons serait plus juste, car elle ouvre la porte à une réflexion plus large sur les façons dont on finance le théâtre actuellement :

- Doit-il y avoir un équilibre entre l'offre et la demande ?
- Augmenter les fonds disponibles pour satisfaire les demandes, même si cela peut être souhaitable, revient-il à déplacer le problème dans un avenir plus ou moins rapproché ? L'argent est-il la seule solution ? Comment gérer la croissance du milieu ?
- S'agit-il d'un problème qui touche seulement les compagnies financées au projet ? Les théâtres institutionnels ont-ils des droits acquis ? Peuvent-ils être inclus dans le « trop » de la question ?
- Limiter l'accès aux sources de financement, est-ce une solution ? Selon quels critères ? À qui de décider ?
- Y a-t-il un public pour tout le théâtre qui se fait ?
- L'augmentation du nombre de compagnies – souvent très éphémères – engendret-elle des problèmes de diffusion (car plus de théâtre signifie plus de salles...) ?
- Sachant qu'il faut faire partie d'une compagnie pour obtenir du financement, donc pour travailler, la multiplication des compagnies est-elle liée à l'incapacité du milieu à « absorber » les finissants qui sortent chaque année des écoles de théâtre ? Si oui, le problème se trouve-t-il en amont : y aurait-il trop d'écoles de théâtre, et celles-ci devraient-elles prendre la responsabilité d'assurer de l'emploi à leurs finissants ?

- Y a-t-il des compagnies bidon, vu que plusieurs artistes font partie de plusieurs compagnies ?

Richard Simas ouvre le bal. À la question, il répond non : à son avis, il n'y a plutôt pas assez de fonds disponibles pour les compagnies. D'ailleurs, cela touche aussi les milieux de la danse, de la musique et des arts interdisciplinaires, et ses commentaires concerneront tous ces domaines. Comme l'argent public ne suit même pas le coût de la vie dans une économie pourtant vigoureuse, il faut se demander ce que peut faire un milieu toujours en lutte pour survivre, bloqué en partie ou entièrement pour les jeunes créateurs et parfois carrément en panne d'essence. Cela provoque selon lui une certaine schizophrénie, car d'un côté on envoie des signes de vigueur, de l'autre on vit une réalité plutôt sombre. Il préfère croire naïvement que l'investissement dans la culture découle d'un idéal de société et que cet idéal vient d'un désir de développer l'imaginaire, de communiquer des valeurs. Toutes ces raisons sont valables. Mais cet idéal suppose une vision, une surveillance constante et une vigilance de la part du premier responsable, l'État. À son avis, ce sont plutôt la *leadership* et la vision de l'État qui manquent. La crise est là, et non pas dans une approche darwinienne de survie du plus fort ou dans l'examen de l'offre et de la demande en matière d'art. Car c'est avec ces questions que l'on gère la décroissance, la faillite et la fatalité.

En vingt ans de travail dans la culture à Montréal, Richard Simas constate un glissement vers une vision commerciale du milieu artistique. Gérer des organismes artistiques comporte en partie la même mécanique que faire du commerce, mais les buts sont très différents. Forcer l'analyse dans ces termes revient à envoyer ailleurs les responsabilités, surtout si cela se fait sans discernement. On ne peut comparer la gestion d'une petite salle expérimentale à celle d'une compagnie de création ou d'un festival. Il ne s'agit donc pas de savoir qui, comment et combien soutenir en matière de culture, mais comment gérer la croissance et la réussite de l'engagement de l'État, qui pourrait fonctionner encore mieux. Il choisit donc de considérer les problèmes de façon positive.

Mais, poursuit-il, si l'on jouait le jeu du commerce, en se posant quelques questions ? Si l'on voulait à tout prix s'exprimer dans la langue des affaires, quels seraient le rôle de l'État investisseur, ses objectifs, ses moyens, son plan de match ? Que veut-il pour son argent, et le contribuable, que veut-il en retour ? À part les lignes directrices annoncées par les organismes subventionnaires, le milieu ne sait pas où son plus grand allié, son patron, son partenaire, son prince, son commanditaire étatique, veut l'amener. Dans le commerce en général, c'est vers la rentabilité ou le profit. Dans l'entreprise culturelle, avec l'intervention de l'État, où va-t-on au bout du compte ? Vers le raffinement des civilisations, l'ordre civil ? Quelles sont les marques du succès, du rendement de l'investissement étatique en matière de culture ? Entre l'idéal d'une



Lors de l'Entrée libre de *Jeu* qui s'est tenue au Théâtre la Chapelle le 13 novembre 2006, Richard Simas, David Lavoie, Michel Vais et Pierre MacDuff, ainsi que le public invité se sont penchés sur une question délicate : « Y a-t-il trop de compagnies théâtrales pour les fonds disponibles ? »  
Photos : Michèle Vincelette.

Le Théâtre la Chapelle, rue Saint-Dominique, diffuse des compagnies de la relève, en théâtre, danse et musique. Photo : Serge Langlois.

société et sa volonté de soutenir l'art d'État, et la vague néolibérale qui traverse le paysage depuis dix ans, y a-t-il moyen de fixer des objectifs réalistes et constructifs pour les milieux artistiques, par rapport au financement public? Simas espère que oui, mais il faut d'abord que les deux partenaires principaux – État et milieu artistique – s'entendent sur un plan, sur des objectifs et des moyens. Peuvent-ils et veulent-ils s'entendre? La solution durable à cette situation réside dans la réponse à ces questions.



### Les « devoirs acquis »

À son tour, David Lavoie répond à la question principale du débat. Comme il travaille pour des compagnies de la relève, il explique que cette question devient rapidement émotive. Ayant étudié en administration à HEC Montréal, il s'est égaré en culture et travaille actuellement avec le Théâtre de la Pire Espèce, ainsi que le Théâtre du Grand Jour et le Festival du Jamais Lu qu'il a fondé avec Marcelle Dubois, il y a cinq ans. En 2004 a débuté le projet Carte Premières, qui consiste à mettre en réseau les compagnies de la relève se produisant dans de petites salles. Ce projet est d'ailleurs en voie de donner naissance à un nouveau lieu de diffusion, le Théâtre la Centrale. En partenariat avec l'UQÀM, la salle de cent vingt places se trouverait provisoirement dans l'édifice Saint-Sulpice, rue Saint-Denis, pour déménager ensuite dans l'édifice La Patrie, rue Sainte-Catherine.



Pour commencer, il revient au congrès québécois du théâtre de 2003, alors qu'il était question de mise en commun de ressources au sein de la communauté, vu que le gouvernement ne semblait pas prêt à investir davantage. Lavoie est donc devenu administrateur de plusieurs compagnies, tout en favorisant des regroupements. Et les compagnies de la relève se sont mises à partager des ressources qu'elles n'ont pas! Mais comment se fait ce partage avec l'ensemble du milieu? En tant qu'entrepreneur et administrateur à l'esprit constructif, il reconnaît que l'artiste doit être au premier plan dans chaque projet. C'est une question d'écologie et d'interrelation entre partenaires publics, privés et autres. À son avis, les organismes culturels sont naturellement ouverts aux autres organismes du milieu. La question qu'il se pose est: « Comment entrer dans cet écosystème et comment en sortir? » Autrement dit, pour la relève, qu'est-ce qui, après l'école, permet de progresser dans le milieu? Également: comment, après vingt-cinq ans de métier, quelqu'un de moins performant ou n'ayant pas pu se renouveler peut sortir de ce métier?

Pour Lavoie, les défis sont donc, d'une part, de nommer les choses adéquatement: par exemple, en distinguant

bien un producteur d'un diffuseur – même si certains portent les deux chapeaux –, ou une structure ouverte d'une autre qui est fermée. D'autre part, il faut identifier les forces vives et prendre appui sur elles pour favoriser l'évolution du milieu. Cela implique une responsabilisation de tous. Rappelant que Richard Simas disait qu'il fallait interpeller les pouvoirs publics dans la direction que se donne le milieu, il répond que cela est vrai, mais que chaque organisme a aussi une responsabilité. Plutôt que des « droits acquis », les compagnies ont selon lui des « devoirs acquis ». Il faut aborder la gestion artistique de manière novatrice, sans se cantonner derrière la faiblesse des fonds. Il existe des ressources humaines compétentes en communication, en développement de marché, en administration, qui peuvent s'allier à une vision artistique et souvent l'aider à devenir rapidement mature. Il y a ici un bon écosystème et des écoles de formation de qualité, qui permettent à de jeunes artistes de se démarquer sur la scène internationale. Il reste à voir comment les ressources structurantes qui les entourent peuvent soutenir de telles visions artistiques pour leur permettre de se déployer pleinement.

Actuellement, il se demande comment faire éclater des structures existantes pour pousser des producteurs ou des diffuseurs à recevoir davantage d'artistes. En mettant l'artiste au premier plan dans ces démarches, il s'agit de réfléchir à la façon dont un comptable peut servir plusieurs compagnies et plusieurs artistes. À son avis, il s'agit d'une réflexion de société, de générations, qui touche les nombreux *baby boomers* proches de la retraite. Outre les hôpitaux et le système d'éducation, la culture appartient aussi à la société, et il faut prendre garde à ne pas la laisser dériver vers des intérêts privés.

### La genèse d'une question

Dernier à prendre la parole – et seul *baby boomer* –, Pierre MacDuff propose un retour historique avant de répondre à une question qu'il trouve « provocante ». Il rappelle qu'il y a quelques années, le comédien Raymond Cloutier s'était fait le promoteur de l'idée selon laquelle les productions ne restaient pas assez longtemps à l'affiche. MacDuff en a débattu avec lui et avec d'autres lors du 8<sup>e</sup> congrès du CQT, en

SAISON 2006-2007



composez  
votre saison théâtrale  
pièce par pièce

**CARTE PREMIÈRES**

La Carte Premières offre un rabais de 50 % sur une trentaine de spectacles des compagnies de la relève.

mars 1998. Cette idée a ensuite subi une première mutation en vertu de laquelle c'était le nombre de spectacles qui posait problème. Ce constat a été repris et martelé par le chroniqueur théâtral du *Devoir*, Michel Bélair, qui y ajoutait, nuance importante, que toutes les premières avaient lieu en même temps.

MacDuff ouvre alors une parenthèse pour dire :

1. qu'il est vrai que beaucoup de premières ont lieu en même temps, durant les mêmes jours des mêmes semaines ;
2. qu'il respecte et estime Michel Bélair ;
3. qu'il comprend qu'il soit difficile pour une seule personne de suivre tout ce qui se fait en théâtre ;
4. que personne ne s'attend à ce que personne ne soit capable de voir tout ce qui se fait sur scène, comme il est impossible de voir tout ce qui se fait à l'écran, ou de connaître tout ce qui se publie, s'imprime sur disque ou passe à la télé ;
5. que, même s'il est en désaccord avec certains constats du *Devoir*, il sait gré à ce journal de publier une chronique théâtrale hebdomadaire qui porte un regard sur l'activité théâtrale et qui interroge celle-ci de façon intelligente. Il demeure d'ailleurs ahuri de constater que ce soit le seul quotidien montréalais à le faire.

Là-dessus, il revient à la genèse de la question, qui continue de faire son chemin. Autre moment charnière, à son avis : l'émission *Il va y avoir du sport* de Télé-Québec s'est penchée, le 17 février 2006, sur la question « Y a-t-il trop de théâtre au Québec ? ». Il a pensé que ce devait être sérieux, puisqu'on en parlait maintenant à la télévision. Seulement, on n'y aura somme toute parlé que de la réalité de Montréal (malgré l'énoncé de la discussion). On aura, entre autres, eu droit cette fois aux émois de la journaliste Marie-Christine Blais, de *La Presse*, qui déclare qu'il y a trop de théâtre, que les salles sont vides, les spectacles trop longs et que c'est le même monde qu'elle voit dans les salles ! MacDuff trouve impressionnante cette capacité d'une personne à arriver sans statistiques, ni chiffres, ni études, à cette affirmation, d'une *absolue conviction*, que ce sont les *mêmes personnes* qu'elle voit, chaque fois, d'une salle à l'autre. La preuve : elle les reconnaît ! Il est persuadé que ce don pourrait se monnayer à prix fort auprès des services de sécurité américains...

Puis, la question devient plus spécifique et circulerait même, à mots couverts, sous le manteau : n'y aurait-il pas trop de *compagnies* de théâtre au Québec ? Enfin, pour corser la chose (après « Il va y avoir du sport », on serait aujourd'hui à « Ça va chauffer »), on introduit un principe de réalité pour, peut-être, rendre digestible l'idée qu'il y en aurait trop, et qui se décline maintenant sous l'interrogation : « Y a-t-il trop de compagnies théâtrales *pour les fonds disponibles* ? » Avant de poursuivre, MacDuff tient à préciser que l'on n'entendra pas dans sa bouche cette séquence de huit mots dite sur le mode affirmatif : « Il y a trop de théâtre au Québec », et que l'on peut remplacer le mot théâtre par le mot littérature, danse, peinture, instruction, intelligence, esprit critique qui, pour lui, tendent à s'équivaloir.

Il ajoute qu'il n'est jamais revenu fâché de Paris en se disant que, franchement, il y avait trop de musées ; ni de Rome, en pestant contre le nombre de sites historiques. Mais il en revient aux chiffres.

## Quelques chiffres

Le *Time Out* de New York (pour la semaine du 26 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2006) donnait à voir que les spectacles à l'affiche de New York se répartissaient comme suit :

- 31 productions à Broadway
  - 55 productions off Broadway
  - 68 productions off off Broadway
- Pour un total de **154 spectacles** à l'affiche.

Du côté de Londres, le site Web du *Time Out* donne à voir la répartition suivante pour le samedi 18 novembre 2006 :

- 52 spectacles à l'affiche dans le West End
  - 30 jouent dans le off West End
  - 38 productions sont à l'affiche du Fringe
- Pour un total de **120 spectacles** à l'affiche (ce qui inclut les *musicals*, comme à New York au demeurant).

À Paris, à défaut d'avoir eu accès au site du *Parisclope* (qui recense tout, mais qui était en panne au moment de sa recherche), MacDuff est allé sur le site de la Fnac. On pouvait y acheter des billets pour **185 spectacles de théâtre différents** présentés à Paris, le samedi soir

# THÉÂTRE

**2006 Revue et compte.** Collectif d'auteurs, mise en scène de Joël Legrand, Avec Véronique Deans, Patricia Bélanger, Natalie Leconfort, Benoît Fleury, Marc-André Martin, Amélie Gosselin. Jusqu'au 19 janv. Théâtre du Rideau Vert, 4664, rue St-Denis, Mtl (514) 844-1793.

**Contes de Normandie.** m.s. Eddie Rodgers, Avec Jean-Sébastien Bernier, Thierry Goulet, Forquas, Patrick Boissier, 21h. Le 26 déc. Place à côté (La), 4071, Papineau, Mtl (514) 522-6571.

**Dernier Don Jean (La).** De Neil Simon, m.s. Monique Ducoquet, Avec Edith Cochran, Diane Lavallée, Marie-Michèle Claude-Prigent, Jusqu'au 3 fév. Théâtre Jean-Duceppe, PSA, 178, rue Ste-Catherine O, Mtl (514) 842-2112.

**Malade imaginaire (La).** De Molière, m.s. Carl Béchard, Avec Marie-Ève Boudreau, Mélanie Billet, Carl Bergeron, Geru Bouchard, Mathieu Compeau, Pierre Chagnon, Guillaume Champoux, Patrice Chartrand, Benoît Cagnon, Benoîte Dickey, Pascal Montplé, Gérard Piché, Monique Spadaro, Ashi Zohar. Jusqu'au 23 déc. Théâtre du Nouveau Monde, 84, rue Ste-Catherine O, Mtl (514) 966-9696.

**Monsieur Mathusalem au théâtre.** De Daniel Pennac, m.s. Marc Béland, Avec Vincent Magnét, Charmaine Lefebvre. Jusqu'au 22 déc. Salle seule du Théâtre Prosper, 1371, Ontario E, Mtl (514) 526-6562.

**Mystère d'Ime Vap (La).** De Charles Ludan, m.s. Martin Faucher, trad. Geneviève Lefebvre, Avec Eric Bernier, Serge Potting. Présenté par Juste pour rire. Jusqu'au 22 déc. Du 27 au 30 déc. Monument-National, 1192, boul. St-Laurent, Mtl (514) 871-2224.

**Société des loisirs (La).** De François Archambault, m.s. Michel Morfy, Avec Christian Bégin, Normand D'Amour, Geneviève Néron, Marie-Hélène Thibault. Présenté par Théâtre de La

Manufacture, les 22, 23 déc. Salle André-Mathieu, 475 boul. de l'Avenir, Laval (450) 667-2040.

## CIRQUE

**7 doigts de main (Les).** Avec DJ Pôdard, les 26, 26, 30 déc. Corona (La), 2490, rue Notre-Dame O, Mtl (514) 931-2088.

**Cirque des Nouveaux Nez (Les).** Présenté par Les Nouveaux Nez. Jusqu'au 31 déc. TOHU, la cité des arts du cirque, 2345, rue Jarry E, Mtl (514) 376-TORU.

## JEUNESSE

**Atrocités.** Jusqu'au 8 avr. 10h30, tous les dim., Théâtre de l'Épiphanie, 1650, rue Marie-Anne E, Mtl (514) 527-8797.

**Callous de Saturne (La).** De Martine Gagné, m.s. Catherine Harman, Avec Catherine Plé, Jusqu'au 29 déc. Maison des arts de Laval, 1385 boul. de la Concorde O, Laval (450) 667-2040. 15h. Le 27 déc. Salle André-Mathieu, 475 boul. de l'Avenir, Laval (450) 667-2040. 17h. Le 26 déc. Salle André-Mathieu, 475 boul. de l'Avenir, Laval (450) 667-2040.

**Pain d'épice.** De Claire Vissard. Présenté par L'Élusion, Théâtre de marionnettes. Marionnettes pour les 2 à 5 ans. Jusqu'au 21 déc. Studio-Théâtre de l'Élusion, 753, rue de Berneville, Mtl (514) 523-1303.

**Petit Monstre I.** De Jasmine Dubé, m.s. Claude Poirant, Avec Denise Lefebvre, Marc Sénécal. Jusqu'au 7 janv. Maison Théâtre, 245, rue Ontario E, Mtl (514) 268-7211.

**Petits arts (Les).** De Louis-Dominique Lavigne, m.s. Lisa Gionet, Avec Sylvain Hélu, Dominic La Vallée. Présenté par Théâtre de Quatuor, 138, 15h, Du 27 au 31 déc. Salle Jean-Claude Garmin, 3900, rue St-Denis, Mtl (514) 269-3900.

**Shiv!** Le spectacle 10h30, 19h30, les 22, 23, 26 déc. Coquilles salle de la PSA, 176, rue Ste-Catherine O, Mtl (514) 842-2112.

**Traces d'Onira (Les).** De Maude Garsau, m.s. Maude Garsau, Avec Laetitia Bélanger, Jessica Blanchet, Éveline Fournier, Julie Vachon. Jusqu'

**BOULES PARISIENNES**  
LEVENTAL DE LADY WINDERMERE

Location 01 42 94 92 42  
www.boulesparisiennes.com

**3 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**5-10% de réduction**  
à l'achat de 10 billets ou plus

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**BOULES PARISIENNES**  
LEVENTAL DE LADY WINDERMERE

Location 01 42 94 92 42  
www.boulesparisiennes.com

**3 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**5-10% de réduction**  
à l'achat de 10 billets ou plus

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**BOULES PARISIENNES**  
LEVENTAL DE LADY WINDERMERE

Location 01 42 94 92 42  
www.boulesparisiennes.com

**3 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**5-10% de réduction**  
à l'achat de 10 billets ou plus

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**BOULES PARISIENNES**  
LEVENTAL DE LADY WINDERMERE

Location 01 42 94 92 42  
www.boulesparisiennes.com

**3 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**5-10% de réduction**  
à l'achat de 10 billets ou plus

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**BOULES PARISIENNES**  
LEVENTAL DE LADY WINDERMERE

Location 01 42 94 92 42  
www.boulesparisiennes.com

**3 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**5-10% de réduction**  
à l'achat de 10 billets ou plus

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**BOULES PARISIENNES**  
LEVENTAL DE LADY WINDERMERE

Location 01 42 94 92 42  
www.boulesparisiennes.com

**3 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**5-10% de réduction**  
à l'achat de 10 billets ou plus

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

**4 BATAIGNAN**  
1000 pièces, 50, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris

11 novembre. On peut aussi émettre l'hypothèse que plusieurs autres spectacles, dans de plus petites salles pour lesquelles on ne pouvait pas acheter de billets à la Fnac, tenaient aussi l'affiche. Mettons qu'il y en avait 200.

Pendant ce temps, à Montréal, où l'on débat dans une Entrée libre pour se demander s'il y a trop de théâtre et alors que nous sommes en plein cœur de la saison, là où les chroniqueurs et critiques de théâtre ne cessent de marteler qu'ils ne savent plus où donner de la tête parce que toutes les premières ont lieu en même temps, le journal *Voir* de jeudi 9 novembre constatait que, cette semaine-là, on pouvait voir à Montréal, du côté francophone :

- 12 spectacles pour adultes (programmés sur une base régulière)
- et 3 pour le jeune public
- (auxquels s'ajoutaient 2 spectacles programmés pour moins de 2 représentations, à Laval en tournée et à l'École nationale de théâtre)

Et, du côté anglophone :

- 4 spectacles programmés sur une base régulière
- 2 spectacles qui devaient connaître moins de 2 représentations

Donc, en excluant les 4 spectacles français et anglais qui devaient avoir moins de 2 représentations, le nombre de productions francophones et anglophones à l'affiche cette semaine-là était de 16 pour adultes et 3 pour le jeune public. (Par ailleurs, dans l'autre ville où le théâtre tient une place certaine, à Québec, il y avait ce soir-là 5 spectacles à l'affiche.)

MacDuff convient que l'on ne peut pas opposer les 154 spectacles de théâtre de New York, les 120 de Londres et les quelque 200 de Paris aux 16 de Montréal, puisque Montréal n'est ni Paris, ni Londres, ni New York. Montréal est pourtant mieux que cela : une *métropole culturelle* (!), comme on ne cesse de l'entendre et comme s'auto-proclame une ville qui se définit par sa politique culturelle. Il est vrai que, en ce 13 novembre, on pouvait voir – ou plutôt entendre – à Montréal 20 spectacles musicaux et 3 de chansons, et que 69 films différents jouaient sur les écrans des cinémas.

Pour en finir avec la recension, il y avait la semaine du 5 novembre à Montréal :

- 1 spectacle de danse, à l'Agora de la danse
- 2 spectacles d'humour
- 2 spectacles d'opéra
- 1 spectacle de cirque

Il conclut en affirmant que se demander s'il y a trop de théâtre était déjà, en soi, grotesque ; à la leur des données contextuelles qu'il présente, la question est ridicule. À son avis, si l'on se posait la question de savoir combien de spectacles de théâtre sont offerts, non pas un soir, mais toute l'année durant, aux citoyens de Trois-Rivières (125 711 habitants), Sherbrooke (146 372), Drummondville (66 752), Sept-Îles (25 218), Rimouski (42 482), Saguenay (146 332) ou Rouyn-Noranda (39 340), on approcherait peut-être d'un véritable débat.



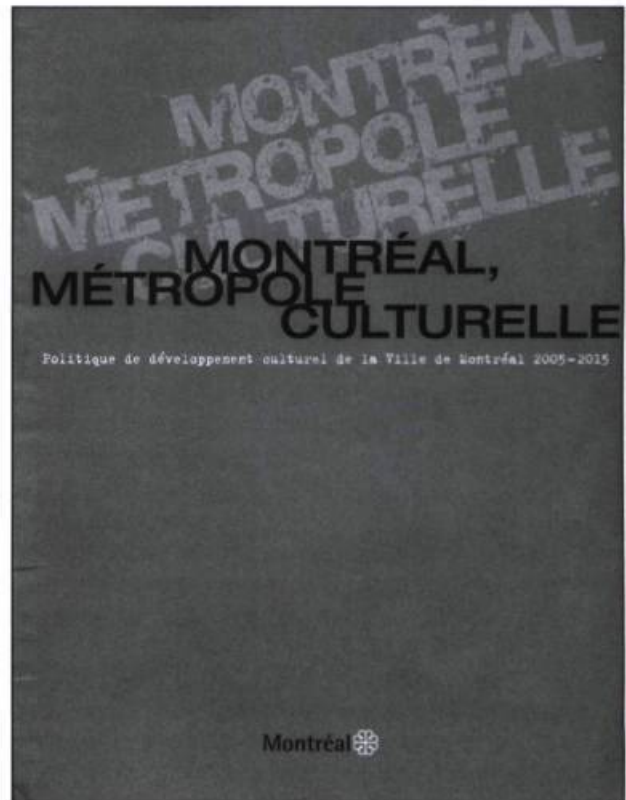
Il y a pourtant de plus en plus de compagnies qui naissent tous les ans et qui disparaissent aussi vite. Cela ne pose-t-il pas de problèmes d'engorgement, car elles sont toutes à la recherche des mêmes appuis, que ce soit auprès de l'État ou du privé ?

### Comparaisons et formation

MacDuff reconnaît qu'il y a bien des fonds disponibles, et qu'ils ont augmenté depuis quelques années, mais tout cela demeure bien faible. Ainsi, pour l'aide à la production, la somme est d'environ 20 M\$, soit 12 M\$ du CALQ, 6 M\$ du CAC (pour le théâtre francophone) et 1,5 M\$ de la Ville de Montréal. Ce qui n'est pas rien, surtout que dans certains pays, il n'y a aucune aide de l'État. Si nous étions en Ontario ou aux États-Unis, nous serions bien malheureux alors qu'en France, on trouverait que « ça fait dur » ! Selon le modèle de Raymond Cloutier, il faudrait une compagnie permanente, qui se produise plus longtemps... Or, cela a un prix. Le budget de la Comédie-Française est aujourd'hui de 43 M\$. Cela est deux fois plus que tout ce que les pouvoirs publics accordent à l'ensemble des théâtres au Québec<sup>1</sup>. La Comédie-Française est, certes, la compagnie la plus importante en France, mais pas la seule, car il y a aussi notamment les centres dramatiques nationaux et les structures régionales. Bien sûr, le Québec n'est pas la France ; tout est relatif et dépend de choix politiques. Sans même parler des conservateurs à Ottawa, pour qui la culture est uniquement une dépense, tant qu'on sera incapable de se donner des institutions d'envergure, le budget de la culture stagnera autour de 1 % du budget de l'État et, au bout du compte, il n'y aura que des miettes à se partager.

La question qui peut se poser concerne les modes de production. Tout le monde met à peu près le même temps pour produire des spectacles éphémères, qui ne circulent pas assez sur le territoire. On commence à peine à voir apparaître un réseau de tournées. Par ailleurs, on soutient ici beaucoup la *formation* théâtrale. À cet égard, MacDuff se dit étonné de constater qu'il existe en France neuf écoles de théâtre, alors qu'il y en a six au Québec. Il y a là une nette disproportion entre ces chiffres et la capacité d'une société à absorber tant de finissants. L'État, au Québec, intervient

1. Le lendemain de cette discussion, Pierre MacDuff m'a envoyé une note (un « *erratum* ») précisant que, selon le site Web de la Comédie-Française, si la recette globale de la compagnie est bien de 43 M\$, la subvention de l'État est de 20,7 M€, soit 30 M\$, ce qui représente un peu moins de la moitié du budget du CALQ pour les bourses aux artistes et organismes (66 M\$). Cette subvention représente 76 % de son budget (au Québec, les subventions représentent à peu près 50 % des budgets et proviennent de deux ou trois paliers de gouvernement). Enfin, il rappelle que la Comédie-Française possède trois salles, a 400 employés dont 60 comédiens permanents et offre 372 représentations par année.



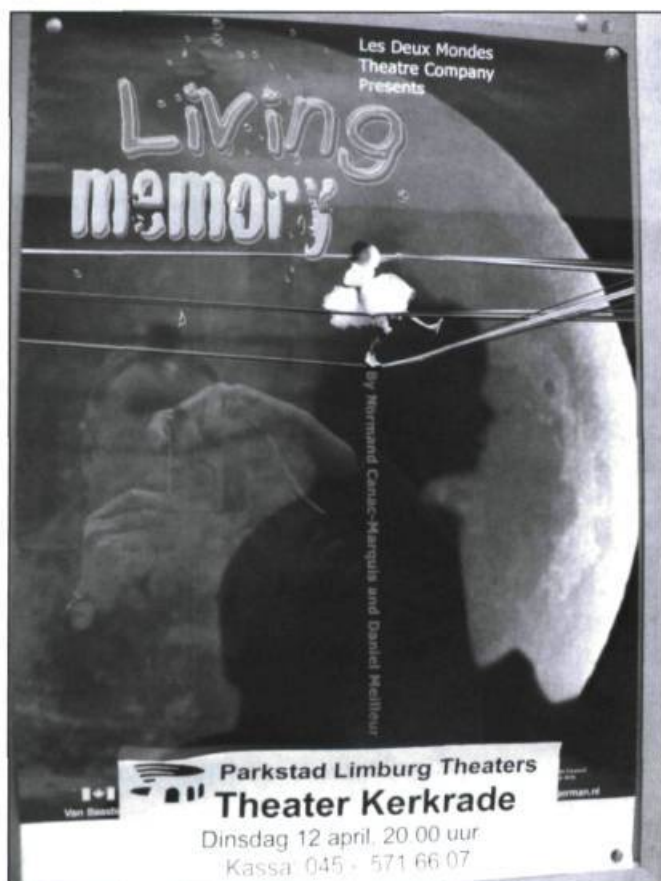
Montréal a-t-elle raison de s'autoproclamer « métropole culturelle » ?

donc en matière de formation, il soutient la production théâtrale en aidant à la construction de lieux, ensuite on laisse les choses à elles-mêmes, sans intervenir par des politiques intelligentes pour agir sur le développement des publics. Cela n'est pas la seule responsabilité des compagnies; c'est aussi celle des collectivités et de l'État. Si l'on ne fait que multiplier les compagnies alors que les fonds et le public n'augmentent pas, il peut y avoir problème. D'autres sociétés ont cependant fait d'autres choix.

Les Deux Mondes se produisent souvent en tournée aux Pays-Bas. Dans ce pays, prenons l'exemple de la ville de Kerkrade (population: 52 848, soit 14 000 personnes de moins que Drummondville). On y offre plus de spectacles que ne le fait la Place des Arts. Cela est vrai de toutes les villes des Pays-Bas, et les salles y sont pleines. Dans la ville d'Arnhem (population 144 000, soit 2 000 de moins que Sherbrooke)<sup>2</sup>, en 2004-2005, le volet international comprenait *Joe* de Jean-Pierre Perreault, *Chorale* et *Étude N° 1* de Marie Chouinard, et *Mémoire vive* des Deux Mondes. Quand, pour la dernière fois, une compagnie des Pays-Bas a-t-elle fait une tournée à Trois-Rivières ou à Drummondville? Il faut absolument travailler sur le public et sur les circuits de tournée pour que les spectacles, sur lesquels nous investissons sur les plans financier et artistique, soient vus davantage. Il y a quelques années, une étude commandée par

le CQT à Andrée Garon a conclu que le nombre moyen de représentations d'un spectacle au Québec était de 22. C'est insensé!

La petite ville de Kerkrade, aux Pays-Bas, où les Deux Mondes ont présenté *Mémoire vive*, offre plus de spectacles que la Place des Arts, à une population inférieure à celle de Drummondville.



### Compétition dans la jungle

Y a-t-il autre chose à faire que de constater que l'État manque de vision culturelle et qu'il faudra voter pour un autre parti la prochaine fois? Richard Simas affirme, comme Pierre MacDuff, qu'il faut savoir gérer la croissance. Il y a vingt ans, on ne savait pas que l'effervescence constatée alors allait générer autant d'activités. Aujourd'hui, plutôt que de tenter d'étouffer cette activité, il faut essayer de travailler avec cette pâte vivante, qui suscite tant d'éloges. Cela dit, il trouve normal qu'on assiste à des naissances et des morts chez les jeunes compagnies. Les plus forts se taillent une place, il y a des mutations, certains se dirigent vers un autre domaine..., mais tout cela peut se produire à l'intérieur d'un système doté de vision. Le manque de vision, le défaut de savoir où l'on va amener ce milieu, est à son avis au cœur de la crise.

Est-il normal, ou naturel, que la plupart des finissants, en sortant des écoles de théâtre, doivent se

2. Certains de ces chiffres nous ont été communiqués après l'Entrée libre. NDLR.

créer leurs propres compagnies pour pouvoir travailler ? Simas ne le pense pas. À la Chapelle, il accueille chaque année trois projets de finissants des écoles, qui se constituent en groupe pour pouvoir présenter leur spectacle. Depuis seize ans qu'il y est, c'est dans ce théâtre qu'ont débuté des troupes comme Momentum ou Pigeons International. Il estime que le public a augmenté, comme la qualité du travail. Le degré de compétition nécessaire pour imposer son projet est plus élevé, et c'est tant mieux. Depuis trois ans, des groupes s'engagent même à monter leur spectacle, avec ou sans subvention. S'il est intéressant de les voir réussir, il est aussi vexant et étrange de constater que toute une génération met une croix sur le soutien de l'État.

À la question du nombre de compagnies, David Lavoie rappelle qu'il faut être incorporé pour obtenir une subvention. Cela protège aussi les artistes. Peut-être devrait-il y avoir des structures vides prêtes à accueillir la relève ? Le problème est légal. Cela dit, il faut protéger la diversité ; chaque artiste doit faire sa propre démarche et la mettre à l'épreuve. Cette diversité et ce renouvellement sont à préserver dans l'écologie du théâtre.

Pierre MacDuff est de ceux qui pensent que la responsabilité de l'État est très grande en matière de diversité. Il y aura toujours des spectacles, mais la question est de savoir lesquels on veut proposer à l'ensemble des citoyens d'une collectivité. Il ne connaît pas beaucoup de sociétés où l'on monte des pièces de Strindberg, de Pirandello ou de Beckett sans subventions. On peut y voir un autre théâtre, mais pas celui-là. Pour ce qui est de la relève en matière de jeunes publics, la situation est à son avis paradoxale et précaire. Le Québec est reconnu comme étant un endroit où existe une rare qualité de théâtre dans ce secteur ; or, les compagnies ont une moyenne d'âge de trente ans. Ce n'est pas un secteur où les jeunes se bousculent pour prendre la relève. Et ils ont d'autant plus raison de ne pas le faire qu'ils constatent bien où en sont rendus leurs aînés, trente ans après avoir débuté. Il faut donc que l'État puisse s'assurer qu'il y ait une relève dans ce secteur.

Par ailleurs, il trouve incroyable que la diffusion soit laissée au bon vouloir des diffuseurs. Certains d'entre eux font un travail admirable, mais ce n'est pas le cas partout. New Richmond, d'une population de 3 600 habitants, en est un bel exemple : Louis Morin, le directeur de la salle, propose une programmation extraordinaire en matière de théâtre, de musique, de danse et de cinéma. Si les enfants étaient tenus d'assister à des spectacles de théâtre et de danse à l'école, cela entraînerait des changements. MacDuff a entendu dire qu'en Allemagne les places coûtaient cinq euros le mercredi. Et c'est l'État qui paie la différence. Ici, les sommes investies dans la création servent bien peu aux citoyens hors des grands centres que sont Montréal et Québec. L'État a donc une responsabilité à cet égard. Il trouve insensé qu'il faille dire aux citoyens de Trois-Rivières voulant voir un Beckett de prendre l'autobus pour Montréal<sup>3</sup> !

3. J'avais déjà noté que, « [s]ur les dix-sept spectacles de sept pays différents » présentés en 2005 au Festival de mime de Reus, en Catalogne (100 000 habitants), « douze étaient gratuits, quatre coûtaient à peine six euros et un, trois, soit autant que le film d'ouverture ». Voir « C : le corps catalan », *Jeu* 119, 2006.2, p. 180-183. Un même soutien est offert aux écoles du quartier du Théâtre Denise-Pelletier par des Caisses populaires.



Le Théâtre la Chapelle offre des résidences de création aux jeunes créateurs. *Go shopping (et fais le mort)*, de la compagnie Jo Jack et John, a ainsi été présenté en octobre 2006. Sur la photo: Élisabeth Chouvalidzé et Marina Lapina. Photo: Glauco.

### Soutenir les écoles ou la relève ?

David Lavoie revient sur la question du renouvellement du théâtre jeunes publics. À son avis, c'est la responsabilité des compagnies plutôt que de l'État. Il s'agit d'un défi collectif; il se demande comment l'État pourrait intervenir ici. Pierre MacDuff estime que l'intervention peut être d'ordre technique. Il y a dans le secteur dit « de la relève » en théâtre jeunes publics deux générations de gens qui connaissent à peu près la même précarité. Malgré les obstacles, on trouve encore des illuminés qui veulent travailler pour les jeunes publics. L'État devrait accorder un soin prépondérant à ces compagnies, sinon c'est l'ensemble d'une pratique qui ne se renouvellera pas. Dans vingt ans, les gens de sa génération auront probablement disparu et personne ne les remplacera. Pour sa part, David Lavoie aurait abordé la question en disant que ces structures qui ont déjà une capacité de production et une maturité artistique devraient trouver le moyen d'intégrer de jeunes auteurs, de les intéresser à cette pratique et de transmettre ces connaissances. Il a confiance dans la capacité du gouvernement d'entendre cela.

Si l'on revenait aux finissants des écoles de théâtre ? Est-ce qu'on en forme trop, et y a-t-il engorgement ? Pierre MacDuff trouve qu'il y a trop d'écoles de théâtre pour une collectivité de la taille du Québec. En outre, elles font toutes la même chose et le milieu de l'enseignement ne parvient pas à s'autoréguler. Des États généraux ont bien donné naissance au Conseil supérieur de la formation en art dramatique, mais finalement, rien n'a bougé. Si l'on estime, comme société, qu'il faut investir dans six écoles de formation, alors il faudra soutenir un nombre très important de compagnies de

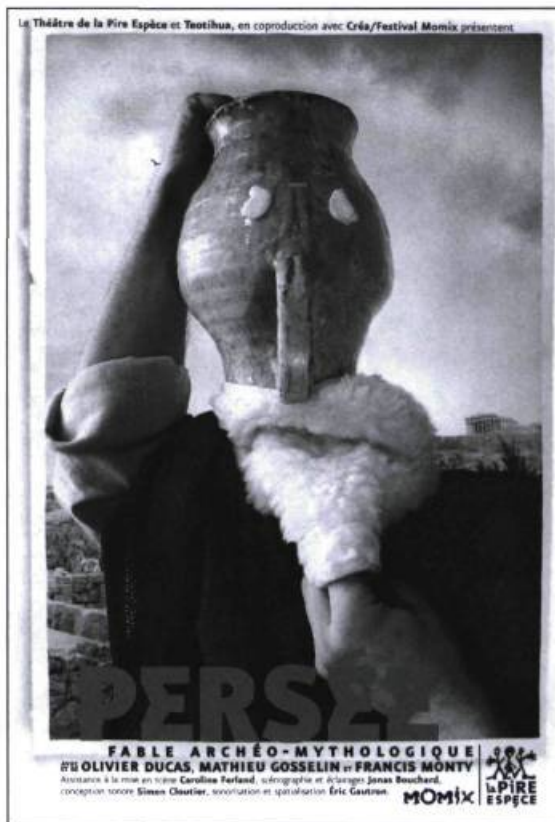
théâtre. Sinon, quelle école, ou quelle compagnie pourra arrêter d'elle-même ses activités? Il y a là une responsabilité que les pouvoirs publics n'ont jamais prise.

Dans la salle, Gilles Marsolais intervient pour rectifier un chiffre que Pierre MacDuff a donné : il n'y a pas six écoles de formation en théâtre au Québec, mais neuf, en comptant les écoles anglophones, qui sont subventionnées au même titre que les autres<sup>4</sup>. Cela, à son avis, n'a aucun sens! Pour avoir passé toute sa vie dans des écoles de théâtre et y avoir gagné honorablement sa vie, il estime que l'on ne peut pas avoir neuf écoles de théâtre pour sept millions de personnes, puis serrer l'entonnoir à la sortie. Soixante-dix à soixante-quinze nouveaux acteurs francophones sont produits chaque année par les écoles de théâtre, alors qu'il n'en meurt que cinq ou six par an. L'État a une responsabilité à cet égard. Il n'est pas de ceux qui préconisent la fermeture d'écoles, car elles sont toutes bonnes; mais il faut être conséquent avec nos choix de société. Si l'on décide d'avoir neuf écoles, il ne faut pas ensuite envoyer tous les finissants dans un étau. Cela aussi devra faire l'objet de discussions aux États généraux.

Dans la salle, Hélène Beauchamp se demande si Pierre MacDuff a tenu compte de la pléthore d'écoles privées en France, comme celle de Jacques Lecoq. En ce qui concerne le trop grand nombre de compagnies, elle reconnaît être parfois perdue quand elle regarde la programmation des petites salles comme la petite Licorne ou Fred-Barry. Il est vrai qu'on y voit beaucoup de finissants des écoles. Cependant, la Pire Espèce, fondée en 1999, apparaît comme un cas d'espèce. Comment se fait-il que cette compagnie en soit toujours au même point, et qu'elle cherche un nouveau lieu de diffusion? Pourquoi la Rallonge, fondée en 1973 par Lorraine Pintal, n'existe-t-elle plus? Pour sa part, elle ne trouve pas qu'il y a trop de jeunes : il en faut beaucoup pour donner naissance à quelques compagnies durables. Enfin, elle aime beaucoup les prises de position de David Lavoie et de Richard Simas, qui laissent entrevoir des manières de penser différentes de celles des *baby boomers*. À son avis, on a beaucoup entendu dire depuis vingt ans que l'État n'en fait pas assez, alors qu'il y a un autre discours qui mérite d'être entendu.

Richard Simas précise que son intervention visait à souligner l'importance d'une prise de responsabilité de l'État envers la culture. Ce qui ne veut pas dire que toute la solution se trouve là, ni qu'il est contre toute réflexion sur la gestion et les partenariats. Seulement, notre art n'existerait pas sans le soutien de l'État. Il faut développer un plan d'action à partir de cela, sinon on sera toujours à côté. Cela n'est pas contradictoire. Il

4. Quelques jours plus tard, on apprenait que le Centre Saidye Bronfman ouvrirait une dixième école de formation. Voir le bloc-notes.



Selon David Lavoie, administrateur de plusieurs compagnies, notamment le Théâtre de la Pire Espèce, il faut favoriser les regroupements et « aborder la gestion artistique de manière novatrice, sans se cantonner derrière la faiblesse des fonds ».

est d'accord avec Pierre MacDuff en ce qui concerne la formation. La même question se pose au sujet de la musique et de la danse. Combien a-t-on besoin de nouveaux violonistes chaque année? Par ailleurs, Simas souligne que l'on n'a pas parlé des artistes d'âge mûr, qui travaillent depuis vingt-cinq ans et qui sont freinés dans leur désir de travailler à la hauteur de leur expérience. En termes commerciaux, la société gaspille ainsi un investissement de base.

### **Partager des ressources limitées**

Selon David Lavoie, les deux constats sont importants. Pour le moment, il faut gérer efficacement des ressources limitées. Dès lors, comment peut-on réorganiser le milieu pour qu'il soit performant, non pas selon des impératifs économiques, mais sur le plan artistique, en matière de développement de public, etc.? Quant à la question de l'investissement de l'État, elle reste fondamentale. Il espère bien que l'on ne devra pas se fier à l'entreprise privée pour financer notre culture. Il ne pense pas avoir d'influence sur l'État, mais il croit, surtout avec l'arrivée des États généraux, que les artistes doivent dialoguer pour se renouveler.

Odetta Lavoie, du Carrousel (compagnie jeunes publics qui existe depuis 33 ans), appuie l'idée de réfléchir sur le nombre de théâtres au Québec. Elle trouve que l'on en fait déjà beaucoup pour partager les ressources. Applaudissant aux efforts des gens de la relève, elle pense qu'il faudrait inclure dans ces partages les compagnies plus « installées » ou touchant davantage de revenus de l'État. De plus en plus de jeunes auteurs écrivent des textes intéressants et ces compagnies les accueillent et les produisent. C'est le cas du Carrousel. Mais malgré des moyens plus importants que ceux de la relève, et de la bonne volonté, la compagnie est incapable de les porter au-delà ou de modifier sa manière de faire faute de moyens, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la compagnie. L'État a donc une responsabilité, et les artistes doivent l'affirmer d'une seule voix. Tous ensemble, ils peuvent faire bouger l'État. Sinon, celui-ci sera trop heureux de voir à quel point des artistes arrivent à s'organiser avec rien et que les Deux Mondes ou le Carrousel peuvent faire des tournées à travers le monde avec si peu de moyens! Il ne faut pas mêler ce que les artistes peuvent se dire *entre eux* et le discours commun qu'ils doivent adopter face à l'État.

Une autre intervenante, Andrée Garon, est d'avis que l'État a abandonné ses citoyens. Au moment du dernier boycott des activités culturelles par les enseignants, on s'est aperçu que plusieurs régions du Québec se sont retrouvées sans aucune représentation théâtrale pendant presque un an. Elle se demande où l'État peut et doit investir. Les sociétés ont des qualités spécifiques et la principale qualité, rare, de la société québécoise est la créativité. Il est dramatique qu'on n'exploite pas assez ce génie, cette énergie, cette richesse naturelle. Elle trouve aussi qu'il y a beaucoup de compagnies théâtrales au Québec, mais elle ne pense pas que tous ceux qui créent des compagnies veulent le faire vraiment. Ce sont des artistes qui ont un projet à réaliser à un moment donné. Seulement, les structures sont telles qu'ils doivent créer une compagnie éphémère uniquement pour y parvenir.

Ces compagnies arrivent-elles à développer un public?

Oui, dit Andrée Garon, un public éphémère, mais ce n'est pas leur objectif de le faire à plus long terme. Ce n'est pas là qu'elles veulent mettre leur énergie. Elles souhaitent partager avec d'autres compagnies, or celles-ci sont incapables de les accueillir faute de moyens. Quant aux jeunes publics, de plus en plus de projets leur sont offerts aujourd'hui, surtout aux adolescents, à travers des structures qui ne sont plus celles du jeune public.

Martin Faucher, dans la salle, affirme que la société québécoise est complètement immature et irresponsable! Lorsqu'il avait cinq ans, à l'époque d'Expo 67, on a bâti de façon exponentielle sans se soucier des besoins de la population. On a construit des écoles de théâtre et, vingt-cinq ans après qu'il eut lui-même achevé ses cours de théâtre, il est heureux de constater que les étudiants sont plus allumés qu'avant. Comme il y enseigne, il trouve chez les jeunes une intelligence, un esprit d'initiative, une créativité incroyables. Malheureusement, ils tombent dans un goulot d'étranglement. Il estime irresponsable de la part de l'État de permettre la formation d'artistes qui, ensuite, ne trouvent aucun moyen de s'épanouir. En 2005, il a réagi fortement au fait que la ministre Line Beauchamp n'ait pas augmenté d'un sou le budget du Conseil des arts et des lettres. Il trouve aussi irresponsable qu'on ait levé le moratoire pour soutenir les écoles spécialisées en formation artistique, car il est malhonnête de donner de l'argent pour former, mais pas pour qu'on puisse pratiquer son métier. Ce à quoi la ministre a répondu qu'elle était fière de toutes les écoles de théâtre et qu'elle continuerait de les appuyer. Il y a là un illogisme. On est ici incapable de gérer le talent. Le pire serait d'avoir un artiste de vingt-cinq ans, avec le talent de Robert Lepage, de Marie Chouinard ou de Wajdi Mouawad. De telles personnes stagneraient pendant douze ou quinze ans! Il n'y a donc pas trop de compagnies: il est normal de lancer deux ou trois projets en sortant de l'école, et c'est seulement après qu'émerge la notion de compagnie. Or, l'État est incapable de prendre le relais pour accompagner ces artistes.

Quant à nos institutions théâtrales, elles n'en sont pas vraiment, car elles luttent encore pour leur survie. Si le Carrousel, les Deux Mondes et l'Arrière Scène étaient soutenus selon leur potentiel et leur talent, ils pourraient ensuite accompagner de jeunes créateurs, ce qui permettrait une diversité. Rien de cela n'existe ici, car au Québec, on aime que tous



nos enfants soient pareils. Il faut faire des choix. À son avis, le TNM devrait recevoir huit fois plus de subventions, pour pouvoir imaginer des projets en dehors d'une programmation « régulière », afin d'accompagner les gens qui veulent aborder différemment le répertoire. Il n'y a donc pas trop de compagnies, ni de projets, mais une irresponsabilité dans la gestion du phénomène.

### **Le problème des grandes salles**

Faucher trouve aussi que le territoire québécois est une faillite lamentable. En région, les salles sont beaucoup trop grandes – elles sont plutôt faites pour les humoristes –, si bien que le spectacle de théâtre n'a pas les moyens ni le temps de trouver son public. Une pièce de théâtre donnée dans une ville comme Saint-Jean-d'Iberville ou Rimouski, par exemple, pourrait certainement rejoindre 500 ou 750 personnes en trois soirs. Si la pièce n'est jouée qu'un soir, dans une grande salle, elle n'atteint pas son potentiel. On reste toujours dans la survie et le cas par cas, sans vision élargie. Une jeune compagnie peut atteindre autant de public qu'une compagnie établie. Les jeunes arrivent à financer des spectacles avec beaucoup d'imagination. Une compagnie capable de collecter des fonds de 50 000 \$ après trois ans d'existence a beaucoup de mérite!

Les grandes compagnies devraient-elles pouvoir accueillir des artistes ou des petites compagnies en résidence en leur offrant une seconde salle, plus petite ?

Pierre MacDuff bondit : bien sûr, les idées ne manquent pas ! Mais il faut alors un financement correspondant de l'État. Les centres dramatiques nationaux, en France, avec deux salles et des programmes d'accueil, reçoivent 10 millions par an ; le TNM n'en reçoit qu'un ! Les jeunes finissants n'ont pas à chercher de fonds dans le secteur privé ; ils ont été formés pour exercer leur art. Les structures établies sont toujours portées à bout de bras par des secrétariats chétifs. Comment ces compagnies peuvent-elles céder quoi que ce soit à la génération suivante, à part de partager une liste de contacts ? Les employés n'ont même pas les moyens de se payer raisonnablement, après trente ans ! Il ne s'agit pas d'une question théorique, mais du gagne-pain de gens qui travaillent au jour le jour dans le domaine qu'ils ont choisi. À son avis, l'État serait trop heureux d'entendre dire qu'il y a trop de compagnies au Québec. Il refuse de répondre à la question, car il la trouve spécieuse, ou trop complexe, et elle doit être traitée sous différents aspects, dont celui du public potentiel, du public à venir, du non-public, des lieux et de la diffusion.

Dans la salle, Pierre Tremblay, de l'Arrière Scène, répond fermement « oui » à la question du débat. Il est clair, à son avis, qu'il y a trop de compagnies pour les fonds disponibles, donc, trop peu de fonds pour le nombre de compagnies et la croissance de la créativité que l'on connaît. Il estime que cette crise de croissance est une bonne nouvelle : c'est une richesse exceptionnelle. La formation des acteurs est probablement une des causes de cette éclosion, autant que le développement d'une société, penchée sur son identité, a développé une fierté et a su mettre à profit un grand potentiel de créativité. Pour résoudre le problème du nombre de compagnies, il voit trois axes de solutions : le partage de ressources dans le milieu (comme la résidence au sein de compagnies plus grandes), comme l'ont clairement indiqué les participants

Le Carrousel favorise la relève en théâtre jeunes publics en accueillant de jeunes auteurs en résidence, comme Dominick Parenteau-Lebeuf. *L'Autoroute* a ainsi été présentée à la Maison Théâtre en 2000. Sur la photo : Réjean Guénette et Pascale Montreuil. Photo : Yves Dubé.



au dernier Congrès québécois du théâtre; une prise de conscience de la classe politique, qui a en partie nourri la crise de croissance en permettant la survie de nouvelles petites compagnies; enfin, un travail sur le développement des publics, qui doit être fait conjointement par les compagnies et l'État. Accessibilité et formation du public doivent aller de pair.

Hélène Ducharme, du Théâtre Motus, se présente comme faisant partie de la relève en théâtre jeunes publics. À son avis, dans la question du débat, c'est le terme « compagnies » qu'il faudrait revoir. Beaucoup d'artistes créent une structure uniquement pour obtenir des fonds et réaliser un projet. Ils n'ont besoin ni de salle ni de secrétariat. D'autres, qui se spécialisent dans les tournées, ont besoin d'une structure pour coordonner deux ou trois équipes à la fois. Plutôt que de faire passer une compagnie au fonctionnement, il faudrait selon elle qu'un artiste puisse recevoir plus d'argent directement de l'État, sans devoir se créer une structure. Par ailleurs, elle ne voit pas pourquoi une même compagnie devrait recevoir la même subvention pendant cinq ans, pour maintenir en poste les mêmes six ou sept employés. Parfois, les projets de production ne sont pas à la hauteur des subventions accordées. D'autres fois, ils devraient être mieux soutenus.

Autre intervenante de la salle, Marcelle Dubois, du Théâtre les Porteuses d'Aromates, du Festival du Jamais Lu et de la Carte Premières<sup>5</sup>, propose une diffusion à paliers. Plutôt que de se demander, de façon binaire, s'il y a assez ou pas assez d'argent, s'il faut ou non un lieu de diffusion, elle estime qu'il s'agit là d'une succession d'étapes. Elle trouve normal qu'une compagnie formée par de jeunes diplômés ne soit pas encore outillée pour bien rédiger une demande de subvention. Être artiste et recevoir des subventions ne devrait jamais constituer un droit acquis. Si l'État doit s'impliquer dans le développement artistique et avoir une vision sociale, les artistes doivent aussi prendre leur responsabilité de façon échelonnée dans le temps. Il y a un temps pour l'émergence, puis pour la résistance, un autre pour la permanence et la pérennité. Plutôt que de constituer des clivages, toutes ces approches devraient trouver une façon harmonieuse de cohabiter, en laissant toujours une place à la relève.

Ce qui la désole aussi, c'est d'entendre des artistes dire que ce n'est pas leur travail d'aller chercher de l'argent. Quand on a appris à réinventer sa structure artistique, on peut trouver de nouvelles façons de gérer. Lorsqu'elle est allée visiter la Chambre de commerce de Montréal pour inviter des gens d'affaires à son conseil d'administration, ce fut une révélation: elle a trouvé des gens prêts à s'engager, ni bêtes, ni méchants, ni cruels, ni désireux de mettre leur logo partout. Il faut, de part et d'autre, apprendre à s'appivoiser. C'est l'enjeu des prochaines années: sortir le théâtre de son milieu clos pour l'insérer largement dans la société. (Applaudissements dans la salle.) Pour conclure, Sylvain Schryburt, qui avait proposé ce débat à la rédaction de *Jeu*,



**Chambre de commerce  
du Montréal métropolitain**

**Board of Trade of Metropolitan Montreal**

Selon Marcelle Dubois, il ne faut pas avoir peur d'approcher les gens d'affaires, comme elle l'a fait par le biais de la Chambre de commerce de Montréal: elle-même y a rencontré « des gens prêts à s'engager, ni bêtes, ni méchants, ni cruels, ni désireux de mettre leur logo partout ».

5. Voir l'article qu'elle signe dans ce dossier, « La jeunesse de l'art ».

*Wandelweiser* du Quator Bozzini, présenté au Théâtre la Chapelle en mars 2003. Sur la photo: Clemens Merkel, Nadia Francavilla, Stéphanie Bozzini, Isabelle Bozzini et, au centre, Juerg Frey, compositeur invité. Photo: Esther Robitaille.



intervient pour dire qu'il ne croit pas que la question était spacieuse, d'abord parce qu'elle est symptomatique d'une certaine croissance que connaît le milieu théâtral. On n'a pas connu de telle croissance depuis la période précédant immédiatement les premiers États généraux, en 1981. Comme c'est une question à tiroirs, il est absurde de demander une réponse par un oui ou un non. Les discussions ici concernaient autant la diffusion que l'engagement de l'État, autant les modes de gestion que la pérennité des compagnies. Gérer la croissance, c'est aussi s'intéresser à ce qui restera dans dix ou vingt ans, à ce qui sera transmis aux générations futures et aux institutions à venir. Il estime que la question du développement pousse à se demander d'où vient le théâtre québécois et où il s'en va.

En guise de dernier tour de table, David Lavoie dit rester préoccupé par le dialogue entre les générations. C'est un espace difficile à trouver dans le quotidien, car chacun est occupé à faire son travail, les réalités changent, et il n'existe pas beaucoup de terrains d'échange. Il est d'accord: des discussions doivent avoir lieu au sein du milieu et d'autres dans l'espace public, mais pour le moment, il cherche surtout un espace de discussion avec les autres artistes.

Pierre MacDuff ne veut pas perdre de vue que nous sommes une société très jeune, que l'histoire de notre théâtre professionnel l'est encore plus et qu'un chemin incroyable a été fait en très peu de temps. Il lui apparaît aussi que, contrairement aux compagnies de sa génération, nous ne sommes plus à une époque où il faut d'emblée

favoriser l'émergence et la diversité. Cela ne signifie pas qu'il voudrait freiner les nouvelles formes d'expression, encore faut-il qu'elles soient vraiment nouvelles. La question, sur laquelle doivent se pencher à la fois le milieu et les pouvoirs publics, est de savoir vers où l'on se dirige quand on construit et comment on peut mieux organiser tout cela. Il rappelle qu'aux premiers États généraux, il y avait vraiment un affrontement de générations, et une opposition notamment artistique. Il trouve sain aujourd'hui que la dynamique ait changé; on voit une coexistence plus harmonieuse et respectueuse entre les générations. Les questions, passionnantes, n'en sont pas plus simples pour autant. Il y a une forte créativité du théâtre au Québec : comment faire pour qu'elle se rende partout et que quelque chose puisse durer ?

Richard Simas, tout en rappelant que, outre le théâtre, la Chapelle accueille des spectacles de musique, d'arts multidisciplinaires et de danse, qui ont les mêmes problèmes, conclut en disant avoir ressenti dernièrement un sentiment d'isolement et de crise, inquiétant pour la survie d'une salle comme la sienne. Il a aussi constaté que la Chapelle n'était pas la seule à connaître une telle situation. Beaucoup d'artistes actifs depuis vingt ou vingt-cinq ans se posent des questions sur leur capacité de continuer. Enfin, vu que les opinions semblent assez convergentes, il se demande pourquoi il paraît difficile de partager des réflexions et de livrer bataille ensemble pour trouver des solutions communes. Il a bon espoir que ce débat devienne public et que la discussion soit amenée au plus haut niveau.

Voilà donc une discussion qui devrait permettre à tous de mettre le doigt sur certains problèmes et de les éclairer, aussi bien pour le bénéfice des artistes ou des organismes subventionnaires que pour les gens du milieu des affaires prêts à donner un coup de main aux compagnies artistiques, afin de contribuer à améliorer leur situation. ■